



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 4 décembre 2024

Pôle Carrières et Matériaux  
Rue du Cul d'Anon  
BP80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 05/11/2024**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**BOUYER LEROUX SA**

L'Établère  
BP 5  
49280 La Séguinière

**Références :** 2024-364\_INSP\_RAP\_SB\_BOUYER LEROUX - Etablère  
**Code AIOT :** 0006300402

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté L'Établère BP 5 49280 La Séguinière. L'inspection a été annoncée le 04/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOUYER LEROUX SA
- L'Établère BP 5 49280 La Séguinière
- Code AIOT : 0006300402
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière d'argile qui jouxte directement la briqueterie de l'exploitant. L'autorisation d'exploitée accordée en 2012 pour une durée de 25 ans porte actuellement sur une emprise autorisée est de 32 ha 13 a 46 ca et une production maximale de 80 000 t/an. Des stocks d'argiles sont présents dans la carrière pour alimenter la briqueterie. Le site dispose de 4 secteurs distincts principaux :

- à l'ouest de la voie communale n°5 ;
- en limite nord directe de la briqueterie (secteur central) ;
- au nord de ce secteur ;
- à l'est de ce secteur.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Activité - Production	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 1.2.3.2	Demande d'action corrective	2 mois
2	Exploitation-Organisation	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.3.3	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Exploitation-Déclaration d'activité	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Circuit des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 3.2.4	Demande d'action corrective	2 mois
10	Eaux	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 3.2.2	Demande d'action corrective	4 mois
12	Application de l'arrêté ministériel dit "sécheresse"	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Activité - Plan	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.6	Sans objet
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.11	Sans objet
8	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.2.3	Sans objet
11	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 02/05/2017, article 3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, certaines non-conformités ont été relevées et nécessitent des actions correctives de la part de l'exploitant. Ces non-conformités concernent le non-respect du phasage d'exploitation prescrit, le dépassement de la production autorisée en 2022, le dépassement de la hauteur de fronts prescrit, le non établissement d'un plan du circuit des eaux.

En outre, certains aspects évoqués en inspection (cote de fond de l'extraction nord, volume des prélèvements d'eau, non soumission à l'arrêté ministériel dit « sécheresse ») nécessitent la transmission de justificatifs.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué envisager, à court terme, de demander une extension de la carrière (au sud du secteur est). Un dossier ad'hoc en ce sens devrait être prochainement communiqué à l'administration. Le cas échéant, de façon simultanée, la plupart des non-conformités constatées pourraient faire l'objet d'un porter à la connaissance du préfet sollicitant une évolution des conditions d'exploitation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Activité - Production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 1.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Production autorisée
<b>Prescription contrôlée :</b> La production annuelle moyenne de la carrière est de l'ordre de 45 000 tonnes sur la période autorisée dans le présent arrêté. Pour répondre à des besoins exceptionnels, la production annuelle maximale de la carrière pourra

être portée à 80 000 tonnes.

Le tonnage total de production autorisé est de 1 080 000 tonnes (635 000 m<sup>3</sup>).

Les quantités de matériaux entrant et sortant de la carrière sont comptabilisées.

**Constats :**

Il n'y a pas eu d'extraction durant l'année 2023. La production 2022 de 111 145 t était nettement au-dessus du maximum autorisé de 80 000 t/an et la production 2024 devrait s'établir à 30 000 t environ.

L'inspection des installations classées note que la carrière jouxte directement la briqueterie. Excepté le secteur ouest qui nécessite la traversée de la voie communale n°5, les autres secteurs de la carrière jouxtent directement la briqueterie et ne nécessitent pas de circulation sur des voies publiques pour l'approvisionnement ou la mise en stock des argiles.

L'exploitant a communiqué les quantités extraites depuis la délivrance de l'autorisation d'exploiter de 2012. Au regard de ces éléments, la production moyenne de 2012 à 2024 devrait s'établir à 44 723 t/an ce qui est dans la moyenne de 45 000 t/an prévues sur la durée de 25 ans de l'autorisation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La production de 2022 était au-dessus de celle autorisée. L'exploitant doit respecter l'autorisation d'exploiter ou le cas échéant solliciter une modification des conditions d'exploiter au préfet en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 2 : Exploitation-Organisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.3.1

**Thème(s) :** Autre, Organisation de l'extraction

**Prescription contrôlée :**

L'extraction est réalisée en 5 phases respectives de 5 années, dont 1 année de remise en état du site comprise, chacune conformément aux plans de phasage d'exploitation et de réaménagement du site annexés au présent arrêté lorsqu'ils ne s'opposent pas aux dispositions précisées dans le présent arrêté. [...]

**Constats :**

L'avancement de l'exploitation ne correspond pas à la situation figurée sur les plans de phasage annexé à l'arrêté préfectoral au niveau de l'emprise toujours autorisée. Pour mémoire, par arrêté complémentaire du 02 mai 2017, l'enregistrement de stockages d'argiles (mille feuilles) sur moins de 3 ha a été accordé sur 3 secteurs de l'emprise autorisée. Ensuite, par courrier du 21/02/2019, le préfet a pris acte de la mise à l'arrêt de certains secteurs représentant une surface de 6 ha 35 a 10 ca de l'autorisation initiale.

D'une manière générale, les principes d'exploitation sont conservés, toutefois, les modalités d'avancement et de réaménagements sont décalées dans le temps et dans l'espace. C'est le cas dans le secteur à l'ouest de la voie communale n°5, dans le secteur à l'est de l'emprise ainsi que dans la pointe au nord-est.

A l'ouest de la voie communale n°5, l'avancement vers le nord, sur la parcelle ZA94 n'a pas encore débuté et il n'y a pas d'extraction depuis plusieurs années. L'emprise des secteurs excavés, en eau diffère de ce qui figure sur le plan de la phase 3.

Dans le secteur à l'est, le secteur qui doit être maintenu en eau (principalement sur la parcelle AD439 est remblayé et devrait permettre un futur usage agricole. A contrario, sur ce secteur, l'excavation conservée sur la partie sud-est est en eau alors qu'un comblement partiel y est prescrit. L'exploitant a indiqué avoir un projet d'extension vers le sud dans la continuité de ce secteur et devrait déposer un dossier ad'hoc en ce sens. S'agissant d'un projet d'extension de taille et durée limitée, un dossier de cas par cas devrait être communiqué dans un premier temps.

Dans la pointe au nord-est, le sens d'avancement effectif de l'extraction se fait du sud vers le nord et non du nord vers le sud.

L'exploitant a indiqué prévoir de transmettre un rapport à connaissance au préfet pour intégrer les

différentes évolutions, le cas échéant, en intégrant le projet d'extension.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet les évolutions apportées aux installations, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Épaisseur et profondeur d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'épaisseur maximale d'extraction et la cote minimale d'exploitation sont de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Profondeur maximale d'extraction : 13 mètres environ sous la cote des terrains naturels avant exploitation,</li> <li>• Cote du fond de fouille : L'exploitation des matériaux (argile) ne devra pas descendre sous la cote de 98 m NGF pour le secteur Ouest (l'Etablère 2), 95 m NGF pour le secteur Nord (l'Etablère 1) et 97 m NGF pour le secteur Est (l'Etablère 1).</li> </ul> Les éléments justifiant du respect des dispositions précédentes seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a précisé que les engins d'extraction sont équipés d'un dispositif indiquant la cote altimétrique. Les cotes minimales d'exploitation (de fond de fouille) sont, selon le plan d'exploitation de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 99,93 m NGF pour le secteur Ouest (minimum autorisé à 98 m NGF),</li> <li>• 97,16 m NGF pour le secteur Est (minimum autorisé à 97 m NGF).</li> </ul> Pour le secteur nord, le point bas est atteint et est sous l'eau dont la cote est à 101,6 m NGF sachant que la cote minimale autorisée du fond de fouille est de 95 m NGF. Il est vraisemblable que le niveau d'eau soit inférieur à 6 m fond de fouille. Le plan d'exploitation n'indique pas la cote de fond de fouille. Concernant l'épaisseur maximale d'extraction, au niveau des terrains extraits, le respect des cotes minimales prescrites permet de respecter de l'épaisseur maximale d'extraction.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit justifier de la cote de fond de fouille du secteur nord.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 4 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Front d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> La hauteur des fronts ne pourra excéder 4 mètres. Les fronts seront séparés d'une risberme d'au moins 5 mètres de largeur. La pente des talus et des fronts est adaptée à la nature des terrains afin de garantir leur stabilité et ne sera en aucun cas supérieure à 75° sur l'horizontale pour les matériaux en place. Les personnels chargés de l'extraction disposeront en permanence de l'ensemble des documents ainsi que des éventuels repères leur permettant de respecter les limites d'extraction (en surface et profondeur).
<b>Constats :</b>

La hauteur des fronts d'exploitation non remis en état par remblayage est de l'ordre de 5 m de haut, soit un peu plus que ce qui est prescrit, notamment au sud du secteur à l'est. Ils sont séparés d'une risberme adaptée et présente une pente adaptée inférieure à 75° sur l'horizontale.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit se mettre en conformité ou porter à la connaissance du préfet les évolutions apportées aux installations, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Activité - Plan**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.6

**Thème(s) :** Autre, Plan

**Prescription contrôlée :**

Un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement) ;
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux des terrains naturels avant exploitation, les niveaux d'exploitation définis en cote NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille ;
- la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :

- les zones en cours d'exploitation,
- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué,
- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les futures zones à exploiter,
- la localisation des installations,
- la localisation de l'accès et des pistes.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un plan au 1/1250 à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan est mis à jour régulièrement (levés topographiques effectués en septembre 2024 sur les 3 secteurs). Ce plan présente :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres sont représentés. L'inspection des installations classées note toutefois qu'au nord, sur l'édition, il manque quelques mètres pour couvrir complètement les 50 périphériques. Par ailleurs, suite à la cessation partielle de 2019, le périmètre autorisé a bien été revu dans la partie centrale mais ça n'est pas le cas dans la partie ouest où la parcelle ZA35 figure toujours au sein du tracé de la limite du périmètre alors que le 21 février 2019, le préfet a pris acte de sa mise à l'arrêt.
- l'emplacement des bornes ;
- les bords de fouille, parois et fronts d'excavation ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux des terrains naturels avant exploitation apparaissent sur les secteurs non exploités, les niveaux d'exploitation définis en cote NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille sauf au niveau du secteur en eau de la pointe nord (cf. point de contrôle n°3) ;
- la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité ;
- les zones en cours d'exploitation,

- les zones exploitées et réaménagées,
- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les futures zones à exploiter,
- la localisation des installations,
- la localisation de l'accès et des pistes.

L'inspection des installations classées note que certaines trames graphiques ou couleurs utilisées ne sont pas indiquées dans les légendes (stockage d'argiles, secteurs remis en état).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Exploitation-Déclaration d'activité

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.7

**Thème(s) :** Autre, Enquête annuelle

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant renseigne complètement le questionnaire édité chaque année par l'inspection des installations classées. Ce questionnaire relatif à l'activité de la carrière lors de l'année précédente est une fois complété, adressé à l'inspection des installations classées dans le délai qu'il précise.

**Constats :**

L'exploitant a complété sa déclaration sur le site GERE. L'inspection des installations classées note qu'au niveau de cette déclaration l'exploitant indique l'exploitant indique "non" à la question posée quant au dépassement du seuil de 7000 m<sup>3</sup>/an d'eau prélevé dans le milieu naturel (cf. §I de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets).

L'inspection des installations classées rappelle qu'aucun usage de l'eau n'est requis dans le cadre de l'exploitation de la carrière (pas d'arrosage ni traitement). En revanche, l'exploitation nécessite du secteur d'extraction. L'exploitant suit les volumes d'eau d'exhaure pompés par exercice comptable. Le pompage est réalisé, pour 80 % de son volume de mars à juin (ensuite un pompage de maintien hors d'eau est conservé). Selon les indications de l'exploitant, pour 2023-2024, le volume d'eau pompée dans la carrière est de 318 000 m<sup>3</sup>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier que le volume des eaux prélevées au milieu naturel, soumis à déclaration, est inférieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an, dans les conditions prévues par les guides GERE, le cas échéant, si le volume prélevé est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an ; il doit être déclaré.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 7 : Remise en état

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.4.11

**Thème(s) :** Autre, Remise en état

**Prescription contrôlée :**

[...]

La remise en état des parcelles du site de l'Etablère 1 (à l'Est de la voie communale 5) non concernées par les extensions (cf. article 1.2.2), doit être achevée au plus tard 5 ans après la notification du présent arrêté.

[...]

**Constats :**

Les terrains concernés font partie de la cessation partielle actée par le préfet le 21 février 2019.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 8 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> Un inventaire floristique et faunistique sur les secteurs préservés ou restaurés et la parcelle compensatrice (C 163) sera réalisé au minimum deux fois par an par un organisme compétent en environnement pendant les cinq premières années, puis une fois par an pour les années suivantes afin de suivre l'évolution des espèces et au besoin intervenir pour les préserver.[...]
<b>Constats :</b> L'ensemble des suivis biologiques des sites de l'exploitant est fait par le CPIE Loire-Anjou. L'exploitant a présenté le rapport annuel 2023 qui porte sur les différents sites dont les arrêtés préfectoraux prévoient des suivis. Les éléments de suivis relatifs au site de l'Etablère, dont la parcelle C163 figurent dans ce rapport notamment aux points 4 (gestion du site) et 9 (inventaires).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Circuit des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan du circuit des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans l'installation sera établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce document permettra d'identifier jusqu'au point de rejet interne, les différents équipements présents (aire de collecte spécifique, fossé ou égout...) sur le circuit des eaux.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas de plan spécifique, le circuit des eaux dans l'installation est relativement simple. La localisation et la destination des pompages d'exhaure a été ajoutée sur le plan d'exploitation lors de l'inspection. Selon le secteur d'exploitation, l'eau d'exhaure est transférée par pompage vers un plan d'eau voisin et rejoint le réseau superficiel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit disposer d'un plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 10 : Eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 3.2.2		
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance relative à l'eau		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux. L'exploitant procédera à un suivi annuel de la qualité des eaux en sortie des bassins de décantation sur les paramètres cités ci-après, les résultats sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.		
PARAMÈTRE	CARACTÉRISTIQUE	NORME
PH	5,5 < PH < 8,5	
MEST	< 35 mg/l	NF T 90 105
DCO	< 125 mg/l	NF T 90 101



Hydrocarbures	< 5 mg/l	NF T 90 114
<p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant la carrière, l'exploitant fait réalisé un suivi semestriel des eaux au niveau de 4 emplacements (n°1 : bassin central servant également de réserve incendie pour l'usine, n°2 : secteur ouest, n°3 secteur est, n°3bis secteur nord). Sur le rapport Géoscop (suite aux analyses du 25/04/2024), l'ensemble des valeurs est conforme.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que les rejets d'eau depuis les différents bassins (excavations) de la carrière ne sont pas continus et dépendent des activités en cours ou prévues sur le secteur concerné.</p> <p>Selon les indications du rapport Géoscop, il n'y avait pas de rejet au niveau de E2, E3 et E3bis lors du prélèvement d'avril 2024 (pas d'indication pour E1).</p> <p>A défaut de rejet, le prélèvement est fait dans les bassins, ce qui ne correspond strictement à la qualité de l'eau en sortie des bassins de décantation.</p> <p>Selon le plan localisant l'emplacement des prélèvements, pour le secteur ouest, l'emplacement est hors site, au niveau du plan d'eau susceptible de recevoir les eaux de la carrière.</p> <p>Enfin, selon les indications de l'exploitant, les analyses sont faites par des prélèvements ponctuels d'échantillons et non sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit se mettre en conformité et effectué un suivi annuel de la qualité des eaux en sortie des bassins de décantation, sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>		

#### N° 11 : Surveillance des retombées de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2017, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance des retombées de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10 décembre 2013 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>L'exploitant réalise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un plan de surveillance dans les conditions décrites dans sa demande d'enregistrement.</li> <li>huit campagnes de mesures trimestrielles des retombées de poussières dès la mise en exploitation de la station de transit. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Les mesures des retombées atmosphériques sont assurées par jauges de retombées aux points de surveillance identifiés sur plan annexé au présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles.</li> </ul> <p>Si à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats n'excède pas 500 mg/m<sup>2</sup>/jour (en moyenne annuelle glissante pour chaque station du plan de surveillance implantées à proximité immédiate des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants, aux lieux-dits « La Fièrre, La Brunière et à L'épinette Vielle »), la fréquence devient annuelle, en période estivale.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède 500 mg/m<sup>2</sup>/jour, la fréquence redevient trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle peut être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées qu'il tient à disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<b>Constats :</b> L'exploitant fait réaliser la surveillance des retombées de poussières prévue qui porte sur 6 emplacements dont les premières habitations situées aux lieux-dits « La Fièrè, La Brunière et L'épinette ». Les résultats de la campagne de 2024 n'étaient pas disponibles. Ceux de la campagne de 2023 (du 17/05/ au 16/06/2023-rapport Géoscop n°23_13.204-CKE) sont conformes. Au niveau des habitations, la valeur la plus élevée indiquée est de 199 mg/m <sup>2</sup> /j au niveau de l'Épinette (au nord-est). La valeur maximale indiquée tout emplacement confondu est de 343 mg/m <sup>2</sup> /j en limite de site au sud-ouest. Les résultats (bilan) sont déclarés par l'exploitant dans la déclaration annuelle GEREP.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 12 : Application de l'arrêté ministériel dit "sécheresse"

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Application de l'arrêté ministériel dit "sécheresse"
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<b>Constats :</b> Les indications reçues dans le cadre du point de contrôle n°6 font apparaître que le volume d'eau d'exhaure annuel pompées et rejetée serait de l'ordre de plusieurs centaines de milliers de mètres cubes. Concernant l'application de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant a indiqué ne pas être concerné dans la mesure où il ne fait aucun usage de l'eau et où seuls des pompages d'exhaure sont faits dans la carrière. L'inspection des installations classées a signalé à l'exploitant que le fait qu'il s'agit d'eau d'exhaure n'intervient pas dans la détermination ou non de la soumission de la carrière aux dispositions de l'arrêté ministériel. Il a été rappelé que pour une carrière soumise, le volume d'exhaure intervient éventuellement dans la détermination du volume de référence servant à définir les restrictions applicables (déductible notamment si l'exhaure constitue un prélèvement indispensable à la sécurité de l'installation). Concernant la soumission ou non à l'arrêté ministériel du 30/06/2023, l'inspection des installations classées a rappelé qu'il convient de prendre en compte les indications figurant dans la nouvelle note d'application du 01/08/2024 qui apporte des précisions.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les éléments d'appréciation justifiant que sa carrière n'est pas soumise à l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement. La justification s'appuiera notamment sur les indications de la note d'application du 01/08/2024 pour déterminer le prélèvement d'eau total annuel de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois